

Communiqué de presse

Sujet	Communiqué de presse sur la séance du groupe parlementaire vert'libéral
Renseignements	Roland Fischer, vice-président groupe parlementaire, Tél. +41 79 422 76 60 Laurent Seydoux, vice-président, Tél. +41 79 203 74 05
Expéditeur	Parti vert'libéral suisse, Boîte postale 367, 3000 Berne 7 Tél. +41 31 322 60 57, E-mail suisse@vertliberaux.ch , www.vertliberaux.ch
Date	6 mars 2013

Positions du groupe parlementaire vert'libéral au sujet de l'acquisition du Gripen, de l'initiative Cleantech et de la révision du droit de la nationalité

Les Vert'libéraux regrettent que la majorité du Conseil des Etats se soit prononcée hier en faveur de l'acquisition de l'avion de combat Gripen, même si le frein aux dépenses n'a pas encore été activé. Avant d'envisager l'acquisition de nouveaux avions de combat, les Vert'libéraux estiment que les missions de l'armée devraient être clairement définies. A l'heure actuelle, il apparaît de plus que l'achat de ces appareils s'oppose à une vision responsable des finances de l'Etat. Si le Conseil national confirme la décision du Conseil des Etats, le groupe parlementaire vert'libéral conseillera au parti lancer un référendum.

Les Vert'libéraux soutiennent les motivations de «l'initiative Cleantech» du PS, mais souhaitent néanmoins son retrait au profit d'une initiative parlementaire ayant pour but de libérer les investissements dans le renouvelable (12.400).

Pour ce qui est de la révision du droit de la nationalité, les Vert'libéraux préconisent une ligne pragmatique. C'est l'intégration des personnes demandant leur naturalisation qui devrait constituer le fondement de la décision, et non pas la durée de leur séjour en Suisse.

Comme ils l'avaient déjà communiqué en janvier, les Vert'libéraux restent à l'heure actuelle opposés à l'achat de nouveaux avions de combat. Par conséquent, ils regrettent que le Conseil d'Etat se soit prononcé hier pour l'acquisition du Gripen, même si les moyens financiers correspondants n'ont pour le moment pas encore été débloqués. Avant de considérer l'achat de nouveaux avions de combat, les Vert'libéraux estiment que les missions de l'armée – et en particulier de l'armée de l'air – devraient être clairement définies. Ces clarifications sont attendues depuis plusieurs années. A l'heure actuelle, l'achat de nouveaux avions de combat semble de plus dépourvu de toute responsabilité budgétaire dans la mesure où, sur le long terme, l'engagement financier se chiffre en milliards – qui pourraient être mieux investis dans d'autres domaines. Si le Conseil national confirme la décision du Conseil des Etats, le groupe parlementaire vert'libéral conseillera au parti de lancer un référendum.

Les Vert'libéraux soutiennent les motivations de «l'initiative Cleantech» du PS, mais souhaitent néanmoins son retrait au profit d'une initiative parlementaire ayant pour but de libérer les investissements dans le renouvelable (12.400). Les Vert'libéraux estiment qu'il est important que seules les entreprises fortes consommatrices d'énergie puissent bénéficier d'allègements, et non pas tous les gros consommateurs.

Pour ce qui est de la révision du droit de la nationalité, les Vert'libéraux préconisent une ligne pragmatique. La principale base de décision pour une naturalisation devrait être l'intégration des personnes en question, et non pas la durée de leur séjour en Suisse. Ceux qui s'intègrent bien devraient être naturalisés de manière simple et rapide. Ainsi, les Vert'libéraux pensent que la prolongation forfaitaire des délais n'est pas une bonne solution. Par ailleurs, ils estiment qu'il est légitime de compliquer la naturalisation des personnes dont l'intégration est insuffisante. Il est également juste que le niveau d'intégration du partenaire soit pris en compte lors de la décision de naturalisation.